



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2023-09
Séance du 13 mars 2023 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-trois, le treize mars à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Frédéric Aldon, Théo Briane, Roger Caizergues, Didier Huber, Philippe Lenoir, Michel Perez, François Petit, Joël Salgues, Filipe Serra
Mmes Frédérique Berard, Laurence Enjalbert, Elodie Joannot, Paloma Pervent, Fanny Suau, Brigitte Torrandell, Irène Vilaplana

Absents ayant donné procuration : M. Sylvain Deyrat pouvoir à M. Didier Huber, M. Jean-René Oudinot pouvoir à M. Michel Perez, Mme Romane Palau pouvoir à Mme Elodie Joannot, M. Alexis Viala pouvoir à Mme Frédérique Berard

Absents excusés : M. Sylvain Castellon, Mme Souhila Gouard

Absents : Mme Nathalie Balsan

Secrétaire de séance : M. François Petit

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 16

Procurations : 4

Absents : 3

Votants : 20

Date de convocation et affichage

9 mars 2023

Objet : Convention de partenariat intercommunal pour les actions enfance et jeunesse année 2023 : autorisation de signature

M. le maire donne la parole à M. Michel PEREZ, adjoint délégué à l'enfance et jeunesse qui rappelle que chaque année depuis 2014, nous contractualisons par convention un mode de partenariat entre les communes de Cournonsec, Cournonterral, Murviel-lès-Montpellier, Saint Georges d'Orques, Saussan dans le cadre de l'action jeunesse intercommunale permettant de répartir les moyens humains et financiers sur les six communes participantes comme suit :

	Séjour hiver	Séjours été	Divertiloisirs	Inter ALSH	Échanges de pratiques
Cournonsec			Gestion financière Educatif		Animateurs jeunesses
Cournonterral	Pédagogique	Pédagogique			
Lavérune	Administratif Gestion financière	Administratif			
Murviel-lès-Montpellier			Pédagogique Educatif		
Saint Georges d'Orques		Gestion financière		Pédagogique Educatif	
Saussan			Pédagogique Educatif		Animateurs jeunesses

Ce partenariat a pour objet de susciter une dynamique intercommunale au niveau des populations enfants et jeunes, de développer plusieurs objectifs socio-éducatifs et de permettre des économies d'échelles pour le bénéfice des populations et des communes participantes.

Le projet de convention se présente comme suit :

Public ciblé.

Les actions sont destinées aux publics enfants de 3 à 12 ans dans le cadre des accueils de loisirs, aux publics jeunes de 12 à 17 ans dans le cadre des accueils de loisirs jeunes, aux publics animateurs dans le cadre des ALSH et ALP.

L'accès aux activités intercommunales est réservé, notamment pour des raisons de responsabilité, aux publics des communes conventionnées.

Cadre éducatif.

En participant à l'action, les communes s'engagent à respecter le cadre éducatif de l'action intercommunale associé à cette convention. (cf. *Annexe 1*)

Pilotage politique.

Un élu référent chargé de la jeunesse par commune est membre du comité de pilotage intercommunal de l'action jeunesse. Celui-ci se réunit deux fois par an, en début et en fin d'année.

Pilotage technique.

L'initiation, la mise en œuvre et le suivi des actions sont assurés par un comité technique composé d'un référent jeunesse par commune.

Les communes s'engagent à détacher cet agent sur la mission intercommunale à concurrence d'un minimum de 80 heures annuelles. Ceci autour de 3 missions essentielles :

- Les réunions de coordination mensuelles.
- Les tâches partagées de coordination intercommunale.
- Des actions de formation et d'animation sur le terrain.

Encadrement.

Les activités intercommunales sont encadrées par les agents des communes. Les communes s'engagent à détacher au moins un agent d'animation au prorata des effectifs de jeunes résidents dans la commune, inscrits sur les actions intercommunales (1 animateur pour 8 inscrits).

Ce taux d'encadrement est lissé sur l'année afin de permettre, parfois, la présence de jeunes sans leur animateur référent. Dans une gestion partagée, cet animateur peut être amené à encadrer un groupe de jeunes en l'absence de jeunes de sa propre commune.

Si une commune ne peut détacher un agent d'animation, les coordinateurs pourront dans un premier temps faire appel à un agent d'animation des autres communes ou procéder à une embauche temporaire pour une action ciblée. Cette procédure devra être visée par l'ensemble des coordinateurs, et après information aux élus, le surcoût pourra être répercuté sur la commune n'ayant pu détacher du personnel.

Déclaration auprès du SDJES.

Les communes restent déclaratives auprès du SDJES de toutes activités le nécessitant dans le cadre de la réglementation de la protection des mineurs.

Assurance.

Chaque commune est tenue de souscrire un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de leur responsabilité civile, ainsi que celles de leurs préposés et des participants aux activités qu'ils proposent.

Modalités d'inscription.

Les communes participantes utilisent les supports intercommunaux mis en ligne. Les services Enfance et Jeunesse sont responsables des inscriptions et donc, de l'adéquation entre l'enfant inscrit (âge, maturité, capacité) et l'activité qu'il va pratiquer ou séjours auxquels il va participer.

Tarifs.

Les tarifs de loisirs intercommunaux sont identiques pour l'ensemble des communes partenaires. Ils sont définis en comité de pilotage une fois par an :

Pour les actions Divertiloisirs, chaque commune applique une même tarification via sa propre régie recette.

Pour les séjours, chaque commune applique sa propre tarification. Si le coût du séjour reste identique les aides municipales varient d'une commune à l'autre.

Aspect financier.

Les communes ayant en charge la gestion financière d'une action s'engagent :

- L'établissement d'un budget prévisionnel
- La rédaction et la signature des contrats avec les prestataires (activités, hébergement, transports, alimentation, location...)

- Le paiement des factures établies par les prestataires
- L'établissement des factures des participations des communes au prorata des enfants inscrits,
- Le bilan financier des actions.

Les communes s'engagent à verser la somme correspondante à la commune ayant la charge financière de l'action.

Participations de la CAF de l'Hérault

Les fréquentations aux activités intercommunales bénéficient des aides de la CAF au titre de la prestation de service. Ces aides atténuent la participation annuelle des communes au dispositif intercommunal.

Gestion administrative.

Les communes adhérentes assurent la gestion administrative de l'activité intercommunale dans le cadre d'une organisation partagée (voir tableau en préambule). Un outil de suivi permet de veiller à l'implication équitable des communes dans la gestion partagée.

Matériels, fournitures et équipements.

Les communes s'engagent à mettre à disposition des actions intercommunales leurs structures et espaces municipaux ainsi que le matériel pédagogique de base.

Alimentaire.

Les repas ne sont pas fournis dans le cadre des journées d'activités intercommunales (sauf actions spécifiques ou thématiques). Les goûters seront pris en charge dans le cadre du budget à disposition du dispositif intercommunal.

Résiliation de la convention.

Cette convention est établie pour une durée d'un an. Toute commune peut mettre fin à cette convention par courrier aux autres communes partenaires avec un préavis de quatre mois permettant de régulariser, éventuellement, certains engagements financiers.

M. Michel PEREZ donne lecture du projet de convention et donne la parole aux élus qui le souhaitent.

Le conseil municipal, sur proposition de M. le maire après discussion, et à l'unanimité

- accepte les termes de la convention de partenariat intercommunal pour les actions enfance et jeunesse 2023 ;
- donne pouvoir à M. le maire de signer la convention présenter et tous documents relatifs à cette affaire.

Ainsi fait et délibéré, Lavérune le 13 mars 2023

Roger CAIZERGUES
Maire

François PETIT
Secrétaire de séance